Châteaubriant et Ancenis. La « frontière » entre le duché et le royaume en 1487-1488

ou « Avoir gecté la frontière si loing des pays du Roy »

Christian Bouvet et Alain Gallicé

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2955>

DOI : 10.4000/abpo.2955

ISBN : 978-2-7535-4130-6

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 2015

Pagination : 77-101

ISBN : 978-2-7535-4128-3

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Christian Bouvet et Alain Gallicé, « Châteaubriant et Ancenis. La « frontière » entre le duché et le royaume en 1487-1488 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 122-1 | 2015, mis en ligne le 12 mai 2015, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2955> ; DOI : 10.4000/abpo.2955

Châteaubriant et Ancenis : la « frontière » entre le duché et le royaume en 1487-1488

Ou « Avoir gecté la frontière si loing des pays du Roy »

Christian BOUVET, Alain GALLICÉ

Inspecteur d'académie honoraire

Docteur en histoire médiévale, chercheur associé au CHRIA, EA 1163 –
université de Nantes

Le 20 mai 1488, soit le lendemain de la capitulation d'Ancenis alors que la place de Châteaubriant s'est rendue le 23 avril, l'amiral Louis Malet de Graville écrit dans une lettre adressée à Louis de La Trémoille, commandant l'armée royale : « il semble a de voz amys que veu le bon exploit qui a esté fait du cousté là où vous estes, qui est d'avoir gecté la frontière si loing des pays du Roy¹ ».

La notion de « frontière » est ici au cœur des préoccupations d'un proche conseiller du roi Charles VIII et de la régente Anne de France. Plus encore, pour lui, c'est un « exploit » consécutif aux prises de Châteaubriant et d'Ancenis. Notre problématique est d'expliquer cette situation et d'explicitier cette notion de frontière dans ce contexte. Les prises des places de Châteaubriant et d'Ancenis lors de la guerre d'Indépendance de Bretagne sont des événements connus². Cependant, des études récentes³ ainsi que

1. LA TRÉMOILLE, Louis de, *Correspondance de Charles VIII et de ses conseillers avec Louis II de La Trémoille pendant la guerre de Bretagne, 1488*, Paris, 1875, réimp., Genève, Mégariotis, 1978, n° 87, p. 104.

2. Récit classique par LA BORDERIE, Arthur, *Louis de la Trémoille et la guerre de Bretagne en 1488 d'après des documents nouveaux et inédits*, Paris, H. Champion, 1877, p. 19-28; CINTRÉ, René, *Les marches de Bretagne au Moyen Âge : économie, guerre et société en pays de frontière, XIV^e-XV^e siècles*, Pornichet, Éditions Jean-Marie Pierre, 1992, p. 150-151; VISSIÈRE, Laurent, *Sans point sortir hors de l'ornière. Louis II de la Trémoille (1460-1525)*, Paris, H. Champion, 2008, p. 81-85.

3. Sur Châteaubriant : MARTINEAU, Jocelyn, « La fouille récente de la chapelle castrale du château de Châteaubriant », *Bulletin de la Société archéologique et historique de Nantes et de Loire-Atlantique*, t. 143, 2008, p. 90-92; FAUCHERRE, Nicolas, « Deux ouvrages d'artillerie construits à Châteaubriant après 1488, ostentation ou nostalgie? », *ibidem*, t. 147,

les réflexions sur les marches de Bretagne et l'idée de frontière impulsées par un colloque tenu à Châteaubriant en 2010⁴, permettent de reprendre le dossier.

Cette étude de la notion de frontière entre le duché de Bretagne et le royaume de France s'appuie sur une périodisation chronologique. De mars 1487 à décembre 1487, les deux places de Châteaubriant et d'Ancenis, dans le camp français, échappent à la guerre; durant les premiers mois de 1487, « redevenues bretonnes », elles sont des objectifs militaires pour l'armée royale; en avril et en mai 1488, elles sont assiégées et réduites à capituler; enfin, le démantèlement de leurs défenses apporte un nouvel éclairage sur la « frontière ».

Châteaubriant et Ancenis face aux enjeux français et bretons

Au temps de la conjuration, mars 1487-décembre 1487

Sans revenir sur le contexte et les causes, rappelons l'événement qui est l'occasion de l'intervention de l'armée royale en Bretagne et du déclenchement de la guerre d'Indépendance (1487-1491)⁵. En janvier 1487, le duc d'Orléans, alors en conflit avec Anne de France et Charles VIII au sujet du gouvernement du royaume, quitte secrètement Blois pour gagner Nantes, d'où il réaffirme son opposition au gouvernement d'Anne de France. Il y est rejoint peu après par Dunois. La Bretagne apparaît, selon la formule de Bertrand d'Argentré, « la retraicte ordinaire des Princes et puisnez de France quand ils estoient en discord avec les Roys⁶ » puisqu'à Nantes se trouvent également le prince d'Orange, Lescun et Odet d'Aydie. En réponse, Anne de France demande au parlement de Paris d'ouvrir à l'encontre du duc Louis d'Orléans et de Dunois une instruction pour crime de lèse-majesté⁷.

2012, p. 155-188; BOUVET, Christian, GALLICÉ, Alain, « Les jardins et le parc du château de Châteaubriant de la fin du xv^e siècle à la veille de la Révolution », *ibid.*, t. 149, 2014, p. 123-155. Sur Ancenis : MARTINEAU, Jocelyn, ARTHUIS, Rémy, « Un château en bord de Loire : archéologie au château d'Ancenis », dans SAULCE, Anne de, SERNA, Virginie, et GALLICÉ, Alain, *Archéologies en Loire. Actualité de la recherche dans les régions Centre et Pays-de-la-Loire, Æstuaris, cultures et développement durable*, n° 12, 2007, p. 273-295.

4. L'exposition « Les Marches de Bretagne, les frontières de l'histoire » présentée au château de Châteaubriant, de juin 2009 à octobre 2010, a été suivie d'un colloque international les 30 septembre, 1^{er} et 2 octobre 2010, dont les communications ont été publiées dans CATALA, Michel, LE PAGE, Dominique, MEURET, Jean-Claude, *Frontières oubliées, frontières retrouvées. Marches et limites anciennes en France et en Europe, Enquêtes et documents*, t. 41, 2011.

5. Mise au point récente : LE PAGE, Dominique, et NASSIET, Michel, *L'union de la Bretagne à la France*, Morlaix, Skol Vreizh, 2003, p. 15-103.

6. ARGENTRÉ, Bertrand d', *Histoire de Bretagne, des roys, ducs, comtes et princes d'icelle*, Rennes, Jean Vatar et Julien Ferré, 1668, p. 654.

7. Mise au point récente sur cette querelle : CLUZEL, Jean, *Anne de France, fille de Louis XI, duchesse de Bourbon*, Paris, Fayard, 2002, p. 79-90.

Cette présence en Bretagne des princes français a deux conséquences majeures pour le duché. La première concerne ses rapports avec le royaume de France. Anne de France invoque la révolte des princes et la nécessité de les poursuivre jusqu'en Bretagne pour justifier la campagne militaire qu'elle envisage et l'augmentation des tailles nécessaires à son financement. Si le but proclamé de l'action militaire est de se rendre maître des princes révoltés, le territoire concerné est la Bretagne, ce qui pose la question de la principauté bretonne⁸.

La seconde conséquence est interne à la Bretagne. Cette présence des princes français inquiète. Les Grands se mobilisent. En mars 1487, une soixantaine de seigneurs bretons⁹ regroupés autour du maréchal de Rieux, seigneur d'Ancenis, de Françoise de Dinan, baronne de Châteaubriant, et de son fils François de Laval, gendre du maréchal (époux de Françoise de Rieux) se réunissent au château de Châteaubriant afin de se concerter sur les moyens de chasser les princes français de la cour ducale. Le chroniqueur Alain Bouchart rapporte la tenue de conseils et l'impuissance des conjurés qui ne disposent pas de forces suffisantes pour mettre leur entreprise à exécution. Alertée de leur volonté et de l'impasse dans laquelle ils se trouvent, Anne de France leur envoie des ambassadeurs, bretons d'origine – l'archevêque de Bordeaux, André d'Espinay, et Du Bouchage –, pour leur proposer une aide militaire. Toujours selon Alain Bouchart, la proposition est bien accueillie. Mais certains s'inquiètent d'une intervention armée qui pourrait conduire à une conquête de la Bretagne et porterait l'opprobre à jamais sur ceux qui l'auraient provoquée, alors que d'autres estiment pouvoir écarter ce risque en encadrant strictement l'intervention de l'armée royale.

Par le traité de Châteaubriant, les conjurés acceptent le principe d'une intervention de l'armée royale dont le but est clairement circonscrit : se rendre maître des princes français. Les troupes françaises ne doivent pas dépasser 400 lances et 4000 hommes de pied (autour de 6400 hommes), ni attaquer le duc de Bretagne en personne, ni les villes où il se trouverait, ni assiéger aucune place sans l'assentiment du maréchal de Rieux et des barons bretons, ni piller les campagnes bretonnes. Ainsi, l'armée royale peut-elle entrer en Bretagne à la demande et avec l'aval de seigneurs bretons qui promettent de se « mettre en armes » pour marcher avec les armées royales¹⁰.

8. LABANDE-MAILFERT, Yvonne, *Charles VIII en son milieu (1470-1498) : la jeunesse au pouvoir*, Paris, Klincksieck, 1975, p. 70.

9. Liste dans : GUILLAUME, Gwenaël, *Les Rieux. Une famille de la haute noblesse bretonne aux XIV^e et XV^e siècles*, dactyl., thèse de doctorat d'histoire médiévale, Université de Nantes, 2000, p. 380.

10. BOUCHART, Alain, *Grandes croniques de Bretagne*, texte établi par AUGER Marie-Louise et JEANNEAU, Gustave, sous la direction de Bernard GUENÉE, 3 vol., Paris, 1986, 1998, t. II, p. 474-476.

Alerté, François II charge Pierre du Chaffault, évêque de Nantes, Coëtquen et Du Perrier, de ramener les conjurés dans l'obéissance au duc. Mais ceux-ci restent sur leur position, bientôt rejoints par le baron d'Avau-gour, fils naturel de François II¹¹. Une telle attitude se retrouve fin mai 1487 dans l'armée ducale réunie à Malestroit qui se débande (sur 16 000 hommes n'en demeurent que 4 000 selon Alain Bouchart) à la suite d'une harangue de Maurice du Mené : « Enfans advisez que vous ferez. Vous voiez que nostre duc est mené par François : mieulx vous seroit estre en voz maisons que de vous exposer au danger de la bataille¹². »

Qualifiée de trahison, l'attitude des conjurés est traditionnellement expliquée par leur perte d'influence auprès du duc, une influence confisquée par des « étrangers¹³ ». D'autres ont vu dans le discours de Maurice du Mené des « faux bruits » semés par « des agents ennemis¹⁴ », alors que l'accent a été mis sur l'ambition de Jean de Rieux d'« être le premier en Bretagne¹⁵ ».

À la fin du Moyen Âge, au temps des principautés territoriales¹⁶ – formule forgée par les historiens –, les choses sont plus complexes. Il est difficile de fonder une hostilité sur le caractère « d'étrangers » qu'auraient ces princes français réfugiés en Bretagne – ce sont plutôt les étrangers pauvres que des communautés considèrent comme suspects et indignes de confiance¹⁷ – et ce d'autant plus que l'on traite avec d'autres Français. D'autre part, les Grands de Bretagne sont possessionnés en France, Rieux en Normandie (Harcourt, Aumale), Françoise de Dinan en Anjou (Candé). Plus profondément, il convient de se rappeler qu'à une question que lui posait Louis XI en 1470 – « vous autres Bretons, vous estes tous Anglois et Bourguignons » –, Payen Gaudin, le grand maître de l'artillerie de Bretagne, répond : « Sire, nous sommes et serons toujours bons Bretons et bons François¹⁸ » : l'heure des États nations et du nationalisme n'est pas encore venue.

11. LA BORDERIE, Arthur de, continué POCQUET, Barthélemy, *Histoire de Bretagne*, 6 vol., Rennes, J. Plihon et L. Hommay, 1898-1914, réimp. Mayenne, J. Floch, 1975, t. IV, 1906, p. 532.

12. BOUCHART, Alain, *op. cit.*, t. II, p. 478.

13. LA BORDERIE, Arthur de, POCQUET, Barthélemy, *op. cit.*, t. IV, p. 530; CINTRÉ, René, *op. cit.*, p. 146.

14. LEGUAY, Jean-Pierre, MARTIN, Hervé, *Fastes et malheurs de la Bretagne ducale, 1213-1482*, Rennes, Ouest-France, 1982, p. 404.

15. GUILLAUME, Gwenaél, *op. cit.*, p. 362.

16. Entre autres, *Les Principautés au Moyen Âge*, actes du 4^e congrès de la SHMESP, Bordeaux, 1973; KERHERVÉ, Jean, *Histoire de la France : la naissance de l'État moderne, 1180-1482*, Paris, Hachette, 1998, p. 195-219; DEMOTZ, Bernard, *Les principautés dans l'Occident médiéval : à l'origine des régions*, Turnhout, Brepols, 2007; OUDART, Hervé, « Prince et principat durant l'Antiquité et le Moyen Âge : jalons historiographiques », dans OUDART, Hervé, PICART, Jean-Michel, QUAGHEBEUR, Joëlle, *Le prince, son peuple et le bien commun : de l'Antiquité tardive à la fin du Moyen Âge*, Rennes, PUR, 2013, p. 7-52.

17. MOAL, Laurence, *L'étranger en Bretagne au Moyen Âge : présence, attitudes, perceptions*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.

18. LOBINEAU, Gui-Alexis, *Histoire de Bretagne*, 2 vol., Paris, Vve F. Muguet, 1707, réimp., Paris, Éditions du Palais-Royal, 1973, t. I, p. 712.

En fait, à Châteaubriant comme à Malestroit, s'exprime une ligne politique : tant que le duc est sous l'emprise des princes français et écarte ceux à qui le duc devrait « naturellement » se référer, il n'y a pas lieu de le servir, et le cas échéant, de mourir pour lui. Il s'agit tout à la fois de chasser des « mauvais conseillers » (en cela, l'épisode est à rapprocher de l'éviction de Pierre Landais à laquelle certains des conjurés de Châteaubriant ont participé avec le soutien du roi de France¹⁹), mais aussi d'un désir de paix avec le royaume de France qu'assurerait, pense-t-on, le simple retrait des princes français. Une telle attitude ne remet nullement en cause le loyalisme envers le duc légitime, duc par la « grâce de Dieu », ni un sentiment que l'on pourrait qualifier de patriotique²⁰, comme en atteste la levée du « peuple » de Basse-Bretagne lors du siège de Nantes du 16 juin au 6 août 1487²¹.

La prise de position des conjurés de Châteaubriant fait qu'Ancenis, Châteaubriant et les seigneuries qui en dépendent – autre échelon de pouvoir –, restent à l'écart du théâtre direct d'affrontements en 1487. Ces lieux voient passer trois armées royales qui pénètrent en Bretagne, 10 000 hommes selon Alain Bouchart. Ces villes deviennent des résidences pour la Cour de France qui séjourne à Ancenis entre le 23 juin et le 7 août 1487, puis à Châteaubriant du 16 au 30 août 1487²², sans que l'on puisse considérer la zone comme occupée, comme la tendance « frontériste » qui s'impose à la fin du XIX^e siècle²³ le donne à penser.

« Soyons tous bretons », décembre 1487-mars 1488

L'avance des armées royales permet la prise de La Guerche, de Redon, de Ploërmel livrée au pillage le 1^{er} juin 1487, et Vannes le 5 juin. Ayant fait leur jonction, les trois armées royales assiègent Nantes à partir du 19 juin. En vain : le siège est levé le 6 août²⁴. L'armée royale gagne alors Messac où elle y reste deux mois, avant de reprendre ses opérations en octobre,

19. Voir le développement dans : BOUCHART, Alain, *op. cit.*, t. II, 442, 444-446, 452-453, 457, 472-473; GALLICÉ, Alain, « Les guerres franco-bretonnes aux XIV^e et XV^e siècles d'après les *Grandes croniques de Bretagne* d'Alain Bouchart », *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, t. LXXXVII, 2009, p. 60-64. Bien entendu, Louis d'Orléans n'est pas désigné par Bouchart comme mauvais conseiller, il n'en peut être autrement car le chroniqueur écrit à la demande d'Anne de Bretagne, reine de France et épouse de Louis XII, précédemment Louis d'Orléans.

20. CASSARD, Jean-Christophe, « La patriotisme breton au Moyen Âge », dans COATYV, Yves, GALLICÉ, Alain, HÉRY, Laurent, LE PAGE, Dominique, *Jean-Christophe Cassard. Historien de la Bretagne. Sainteté, pouvoirs, cultures et aventures océanes en Bretagne(s) (V^e-XX^e siècle). Mélanges en l'honneur de Jean-Christophe Cassard*, Morlaix, Skol Vreizh, 2014, p. 495 et 502.

21. BOUCHART, Alain, *op. cit.*, t. II, p. 483-484.

22. PÉLICIER, Paul, *Lettres de Charles VIII, roi de France, publiées d'après les originaux pour la Société de l'histoire de France*, 3 vol., 1898, Paris, t. I, n° CXIX-CXXXVIII, p. 199-226.

23. LAFFONT, Pierre-Yves, « Le château médiéval en Bretagne. Un bilan historiographique », dans LAFFONT, Pierre-Yves (dir.), *Les élites et leurs résidences en Bretagne au Moyen Âge*, Rennes, PUR/Société d'émulation des Côtes-d'Armor, 2014, p. 115.

24. MOAL, Laurence, « Nantes en 1487 : une ville en résistance », *Mémoires de la Société historique et archéologique de Bretagne*, t. LXXXVII, 2009, p. 75-98.

alors que le roi se fait remettre Vitré par le comte Guy XV de Laval, son allié, le 1^{er} septembre. En novembre, quand les opérations prennent fin, les Français et leurs alliés bretons sont maîtres d'une douzaine de places. Aux six points d'appui principaux où se trouvent des garnisons françaises (Clisson, Vannes, Dol, Saint-Aubin-du-Cormier, Vitré, La Guerche), s'ajoutent plusieurs autres positions d'intérêt secondaire (Montauban, Chatillon-en-Vendelais, Combourg), et les places tenues par le vicomte de Rohan (Josselin, Rohan, La Chèze), par le maréchal de Rieux (Ancenis), et par Françoise de Dinan (Châteaubriant). Sur la carte, ces positions se situent « es marches de Bretagne²⁵ », selon l'expression du roi, hormis Vannes et les possessions du vicomte de Rohan.

Mais l'essentiel est le revirement du maréchal de Rieux qui déplore que les conditions mises par le traité de Châteaubriant à l'intervention de l'armée royale ne sont pas respectées. Aux plaintes qu'il exprime et aux demandes qu'il formule (retrait des troupes françaises contre l'engagement de livrer au roi les princes français) auprès d'Anne de France entre le 10 et 18 décembre, celle-ci lui fait répondre : « que le roy n'a point de compagnon et que, puis que l'on s'est mis si avant, il fault qu'il continue²⁶ ». Ulcéré, le maréchal de Rieux change alors de camp.

Sur ce revirement intervenu en décembre 1487, nous disposons du témoignage de Charles VIII lui-même, dans une lettre qu'il adresse le 3 mai 1488 aux habitants de Tournai, ainsi que le récit d'Alain Bouchart qui, semble-t-il, s'inspire de cette lettre²⁷. Rieux remet Ancenis au duc, puis il gagne Châteaubriant. Il y arrive à l'heure du souper, avec « à sa queue une bien grosse bande de gens d'armes du duc de Bretagne et du duc d'Orléans » (Bouchart), venus par un autre chemin. Dans l'ignorance qu'ils sont du revirement politique du maréchal, les gardes ouvrent les portes aux arrivants. Bientôt dans la place, les hommes de Rieux se trouvent en plus grand nombre que les hommes au service du roi. Rieux s'invite au souper et s'adresse aux convives. Il accuse le roi de ne n'avoir pas tenu ses engagements et de son refus de retirer ses troupes. Il en conclut que le roi « a ja ce qu'il demande », c'est-à-dire des places en Bretagne. Aussi propose-t-il que « soyons tous bretons », c'est-à-dire de rallier le duc, alors que Châteaubriant est désormais aux mains des troupes duciales que Rieux y a fait entrer. Il laisse le choix à chacun de se déterminer et à ceux qui ne le suivraient pas de quitter la place le lendemain avec « leur bagues et biens ». Selon Alain Bouchart qui rapporte l'opinion des convives, ces paroles sont « dures et estranges », mais la situation dans la place fait qu'ils sont « contrains d'avoir patience », et au matin, ceux restés fidèles au roi quittent la ville. Le fait que les éléments de ce récit se trouvent dans la lettre royale donne à penser que les événements sont présentés dans un sens favorable au roi. Cette lettre souligne la duplicité du maréchal de Rieux :

25. PÉLICIER, Paul, *op. cit.*, t. II, n° CCXXXV, p. 25.

26. BOUCHART, Alain, *op. cit.*, t. II, p. 486.

27. PÉLICIER, Paul, *op. cit.*, t. II, n° CCXXXV, p. 26-27 : BOUCHART, Alain, *op. cit.*, t. II, p. 486-487.

annonce faite d'aller secourir le vicomte de Rohan assiégé à Josselin pour justifier son départ d'Ancenis, arrivée quasi nuitamment à Châteaubriant, renfort d'hommes venus de Nantes, expulsion des hommes favorables au roi, confiscation de l'artillerie, mise en place d'une « grosse garnison ». Sans doute convient-il de voir dans ce « souper », ni un coup monté, ni un coup de force, mais un conseil tenu par les conjurés qui se rallient pour la plupart au duc ; le baron d'Avaugour, le comte Guy XV de Laval et le vicomte de Rohan restent fidèles au roi.

Si, dans sa lettre, le roi reproche au maréchal de Rieux sa déloyauté et son parjure, dans le duché, ce revirement est apprécié. Le 29 décembre 1487, le duc rend au maréchal de Rieux tous ses titres, biens et dignités²⁸. Sous son impulsion, au début 1488, l'armée ducale reprend les opérations, elle occupe Vannes, Auray, Ploërmel, et elle mène campagne contre le vicomte de Rohan. Il ne reste plus bientôt à l'armée royale que cinq places : Clisson, La Guerche, Vitré, Saint-Aubin-du-Cormier et Dol²⁹.

En France, le duc d'Orléans et le duc de Bretagne sont condamnés par la Cour des pairs pour « lèse-majesté, apertes rebellions, désobéissances, guerre ouverte et autres grands crimes³⁰ ». L'exécution de la sentence suppose que le roi se rende maître des intéressés. Aussi une autre campagne militaire contre le duché de Bretagne se profile-t-elle en 1488. Cette campagne, si l'on suit l'exposé du roi aux habitants de Tournai, répond encore au fait que le duc a envoyé des ambassades vers les ennemis du royaume afin d'obtenir de l'aide, et que la « grosse garnison » de Châteaubriant, « qui est lisière de nostre pays d'Anjou », et celle d'Ancenis mènent journellement des courses en Anjou et en Poitou, provoquant pillages et prises de prisonniers, toutes choses qui contraignent le roi « de fere armée pour resister » alors qu'il ne souhaite que la paix³¹. Si le caractère polémique de cet exposé – qui dédouane le roi de toute responsabilité dans le fait de la guerre – peut faire douter de l'existence de ces « courses », il traduit un changement majeur pour cette zone : celle-ci est maintenant placée au cœur d'une confrontation militaire.

Pour l'armée royale, à la fin de l'hiver 1487-1488, les conditions ne sont plus aussi favorables qu'en 1487. Elle n'a plus l'appui des conjurés réunis autour du maréchal de Rieux et de Françoise de Dinan. Les places d'Ancenis et de Châteaubriant lui sont désormais hostiles. Certes, l'armée royale peut toujours compter sur quelques places et sur l'appui de grands seigneurs bretons, le baron d'Avaugour, le comte de Laval et le vicomte de Rohan, mais les places de ce dernier sont sur le point de tomber aux mains du duc sans un secours royal rapide. La campagne de 1488 est préparée en

28. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 11, f° 82-82 v°. Si l'acte est transcrit en long, le quantième du mois de décembre est laissé en blanc. L'acte est enregistré le 29 décembre.

29. LA BORDERIE, Arthur de, POCQUET, Barthélemy, *op. cit.*, t. IV, p. 542.

30. GODEFROY, Théodore, *Histoire de Charles VIII, roy de France*, Paris, S. Mabre-Cramoisy, 1684, pièces p. 573-574, 22 janvier et 20 août 1488.

31. PÉLICIER, Paul, *op. cit.*, t. II, n° CCXXXV, p. 24-28.

tenant compte de ce contexte nouveau et des leçons tirées de l'échec de la campagne de 1487.

Charles VIII place l'armée royale sous l'unique commandement de Louis de La Trémoille. Nommé le 11 mars « lieutenant général en notre armée et marche de Bretagne³² », il prend son commandement le 18 mars et rejoint l'armée royale en formation à Pouancé³³. L'échec devant Nantes a montré que l'armée royale n'a pas les moyens de venir aisément à bout de ce type de ville, trop grande et trop peuplée pour être prise rapidement. Nantes, mais aussi Rennes, sont donc hors de portée. Aussi ces villes peuvent-elles être, pour l'armée ducale, des bases d'opérations contre des forces royales s'avancant en Bretagne selon un itinéraire situé entre ces deux villes, afin de les harceler, de couper leurs relations avec leurs lignes arrières en particulier en réactivant constamment des places secondaires (si celles-ci n'ont pas été détruites). Une telle donne stratégique rend périlleuse toute marche de l'armée royale vers le centre de la Bretagne, et La Trémoille y répugne³⁴. Selon lui, il faut se rendre maître des places importantes des « marches » : Ancenis, Châteaubriant, Fougères, Dinan, Dol et Saint-Malo (Vitré et Clisson disposent de garnisons françaises). Si les places secondaires, jugées intenable, doivent être démantelées, le même sort doit être appliqué aux places majeures réduites à composition. Sûre de ses arrières, l'armée royale pourra ensuite se retourner vers l'intérieur de la Bretagne et faire pression sur Rennes. Cette progression doit s'accomplir dans le temps d'une « saison » (traditionnellement l'hiver marque une pause dans les opérations militaires) pendant laquelle une bataille rangée n'est pas exclue, voire recherchée. La campagne est donc conçue comme une véritable guerre de conquête visant à se rendre maître des « marches³⁵ ».

La prise de Châteaubriant et d'Ancenis

La prise de Châteaubriant

Le 15 avril, l'armée royale fait mouvement à partir de Pouancé vers Châteaubriant distante d'à peine 20 kilomètres, et elle commence aussitôt le siège de la place. Durant ce siège qui dure une semaine, Châteaubriant aurait pu compter sur l'aide de l'armée ducale. Celle-ci a été convoquée le

32. LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 201, p. 223-225 ; le mot « marche », au singulier ou au pluriel, est le seul employé pour désigner la zone où s'exerce le pouvoir du lieutenant général du roi.

33. Sur cette place et ses aménagements liés à son rôle militaire dans le dispositif de l'armée royale, MEURET, Jean-Claude, « Pouancé (Maine-et-Loire), ou la constitution d'une ville castrale entre Bretagne et Anjou du XI^e au XIX^e siècle », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, t. 119/2, 2012, p. 45-52.

34. Les réticences de La Trémoille à répondre aux demandes du roi de se porter au secours du vicomte de Rohan par une marche vers le centre de la Bretagne apparaissent dans LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 13, n° 15, n° 19-24, p. 12-13, p. 15, p. 19-27, 23-26 mars 1488.

35. VISSIÈRE, Laurent, *op. cit.*, p. 82-83.

18 mars pour aller à Châteaubriant, puis l'ordre a été renouvelé le 7 avril avec pour échéance le 14 avril³⁶. Pour la concentration des troupes, on opte le 9 avril pour Rennes³⁷. Le 21 avril, alors que le siège se poursuit, La Trémoille écrit au roi que « ceulz » de Rennes menacent de « venir, veoir et lever³⁸ ». Le 23 avril, il dit être informé que 4000 hommes formant l'avant-garde de l'armée se sont rassemblés à Bain-de-Bretagne. C'est une fausse information³⁹, puisque le 26 avril La Trémoille assure que ses « voysins » sont à Rennes⁴⁰. L'armée ducal ne sort de Rennes que le 30 avril. Elle est à Pont-Péan, le 3 mai⁴¹, et elle se trouve encore le 22 mai à Bain-de-Bretagne⁴². La Trémoille a craint, à tort, une action venue de Rennes, alors que l'armée ducal reste dans les parages de cette ville dans la perspective d'une avance de l'armée royale.

Dans le dispositif ducal, d'autres forces peuvent être mobilisées à partir de Nantes où se trouvent le duc et « les seigneurs ». Le 6 avril, Malet de Graville informe La Trémoille qu'elles sont en nombre limité : « peu de gendarmes » et 400 à 500 Allemands, aussi conseille-t-il de faire « diligence » et d'agir dès que les conditions du succès seront réunies, précisant qu'au-delà de douze jours, l'adversaire serait « en plus grant espoir⁴³ ». D'autre part, le roi croit savoir que le 8 avril, à l'issue d'un conseil tenu à Nantes, Dunois a assuré que si Châteaubriant est assiégée, il « essayeroit » de faire lever le siège. Le roi écrit que Dunois ne dispose que de 2000 hommes mais qu'il est disposé à les engager s'il est assuré du soutien de « beaucoup d'autres qui sont avecques luy⁴⁴ ». Le 12 avril, Malet de Graville rapporte que Odet d'Aydie – qui commande les forces présentes à Châteaubriant – est venu à Nantes recevoir le serment des seigneurs de venir le secourir « dedans les cinq jours après le siège mis ». Cependant, d'après l'informateur, Odet d'Aydie paraît douter de l'accomplissement d'un tel serment, car assure-t-il : « il ne vynt jamais homme aller en sy grant regret en lieu⁴⁵ ». Enfin, le 20 avril, le roi informe La Trémoille que Dunois et Lescun, demeurés à Nantes, « ne faisoient pas grant signe d'aller a la bataille, mais que les autres estoient allez a Renes et a Redon assembler des gens »⁴⁶.

Châteaubriant ne reçoit donc aucune aide extérieure. L'affrontement oppose les troupes présentes dans la place et l'armée royale. Le siège est connu par plusieurs sources. Des allusions se trouvent dans la correspon-

36. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 11, f° 132 et f° 151 v°.

37. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 11, f° 155 v°-156 v°.

38. LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 52, p. 57, 23 avril 1488.

39. *Ibidem*, n° 62, p. 71, 29 avril 1488.

40. *Ibid.*, n° 60, p. 66-67, 28 avril 1488.

41. MORICE, Pierre-Hyacinthe, dom, *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire ecclésiastique et civile de Bretagne*, 3 vol., Paris, 1742-1746, réimp., Paris, Éd. du Palais-Royal, 1974, t. III, col. 586-587.

42. LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 92, p. 109.

43. *Ibidem*, n° 33, p. 36, 6 avril 1488.

44. *Ibid.*, n° 41, p. 45, 12 avril 1488.

45. *Ibid.*, n° 46, p. 49, 16 avril 1488.

46. *Ibid.*, n° 50, p. 55.

dance de Charles VIII et de ses conseillers avec Louis de La Trémoille⁴⁷. Les récits les plus proches chronologiquement des événements sont contenus dans la lettre déjà citée du roi du 3 mai 1488 aux habitants de Tournai, et dans un acte de la chancellerie ducale du 11 août 1490⁴⁸. S'y ajoutent deux récits de chroniqueurs contemporains des événements, ayant sans doute recueillis des témoignages : Guillaume de Jaligny, lié à la Maison de Bourbon du côté français⁴⁹, et Alain Bouchart du côté breton⁵⁰. Chacune de ces sources est incomplète, orientée, et leur croisement ne permet guère que d'évoquer quelques aspects du siège, sans certitude.

Châteaubriant dispose des gens de guerre bretons et gascons (Bouchart). Leur nombre serait de 1 800 à 2 000 hommes (lettre du roi), en fait sans doute moins, 1 200 (Jaligny), mais « des meilleurs » (lettre du roi et Jaligny). D'autre part, la place est bien pourvue en artillerie (« y en avoit largement de belle » selon la lettre du roi) et bien ravitaillée (lettre du roi et Jaligny).

Quant à l'armée royale, le 1^{er} juin, le roi indique que, d'après « les papiers de noz gens de finances », elle comprend 16 092 « gens de guerre, [...], tant gens de cheval que de pyé », auxquels il faudrait ajouter « noz pencionnaires et autres qui ilz sont allez de leur voullenté⁵¹ ». En fait, le chiffre pourrait n'être que de 12 000 combattants (Jaligny). L'armée royale est constamment en formation et reçoit régulièrement des renforts : le 29 mars, le roi annonce l'arrivée de 2 200 Suisses « des plus beaulx hommes qu'il est possible de veoir », une autre bande de 1 000 à 1 200 Suisses est annoncée, d'autres doivent suivre⁵². Le 1^{er} avril, La Trémoille demande au roi des renforts en artillerie, car il ne peut constituer trois batteries mais « à peine » deux. En réponse, le roi lui demande d'en discuter avec « les canonniers et autres qui se connoissent à ce mestier », et le 9 avril, Malet de Graville annonce l'envoi de chevaux et de l'artillerie⁵³.

Concernant le siège lui-même, la lettre de la chancellerie ducale fait état de quatre ou cinq assauts de l'armée royale, qui sont repoussés et se soldent par des pertes d'un « grant nombre de leurs gens ». Bouchart évoque une série d'attaques menées par les uns et les autres et une « moult

47. LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, 199 lettres couvrent la campagne de 1488, du 13 mars au 17 novembre ; s'y ajoutent 36 « pièces diverses » dont l'auteur n'est pas toujours le roi et le destinataire La Trémoille. Sur l'identité des rédacteurs, mise au point de : VIENNOT, Éliane, « Gouverner masqués : Anne de France, Pierre de Beaujeu et la correspondance dite de "Charles VII" », dans *L'épistolaire au XVI^e siècle*, Paris, Éditions de la rue d'Ulm, 2000, Cahiers V. L. Saulnier, 18, p. 185.

48. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 12, f° 167 v°, acte par lequel la duchesse Anne érige, en récompense des services rendus, la seigneurie de Loyaux en vicomté en faveur de Gilles de Condest.

49. JALIGNY, Guillaume, *Histoire de plusieurs choses mémorables advenues du règne de Charles VIII...*, *op. cit.*, p. 48-49.

50. BOUCHART, Alain, *op. cit.*, t. II, p. 489.

51. PÉLICIER, Paul, *op. cit.*, t. II, n° CCLXVII, p. 76.

52. LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 26 et n° 29, p. 28 et p. 32, 29 mars et 2 avril 1488.

53. *Ibidem*, n° 32 et n° 36, p. 35 et p. 39, 5 et 9 avril 1488.

grande occision de gens ». Version différente chez Jaligny : à l'arrivée de l'armée royale, « ceux de dedans s'efforcèrent un peu d'escarmoucher, mais ils furent si rudement repoussez qu'ils furent contraints de regagner leur closture; en mesme instant, l'artillerie du Roy qui marchoit toute chargée, commença à tirer; et telle diligence firent les officiers qui en avoient le soin, qu'en moins de trois jours, ils firent une grande brèche et ouverture, et en suite firent si bien leurs approches qu'en huit ou dix jours, ils furent en estat de pouvoir combattre main à main ». Selon la lettre du roi, le dénouement intervient le sixième jour. « Ladicte baterye » paraissant suffisante, certains sans l'avis des capitaines donnent l'assaut, se jettent dans les fossés et combattent « main à main ». Face à cette attaque, les assiégés se rassemblent. Ce mouvement n'échappe pas aux canonniers qui, en raison de « baterye qui avoit esté faite », sont à même de voir dans la « place ». Ils utilisent alors des pièces d'artillerie « assorties expressement pour ceste cause » et tuent 240 et 300 hommes. La nuit met fin à cet engagement. Selon Jaligny, les assiégés sont « fort épouvantez et leur commença lors le cœur à faillir ». Des dissensions apparaissent (« mutinez par entr'eulx » selon Bouchart). Aussi, sans espoir de secours ducal, sachant que l'assaut final aurait lieu le lendemain matin, « au point du jour », les assiégés demandent à parlementer vers minuit, et ils se rendent (lettre du roi).

Essayons de replacer ces éléments du siège dans le cadre géographique et stratégique de la place de Châteaubriant. Un plan schématique de l'état supposé de celle-ci peut être proposé à partir de recherches récentes⁵⁴ (figure 1).

L'assise de la forteresse épouse une sorte de promontoire qui domine au nord une zone marécageuse où coule la rivière Chère et où a été créée une retenue d'eau, l'étang de la Torche, afin de protéger le château et d'alimenter la douve nord de la ville close et ses deux moulins. Au-delà de l'étang, le versant nord présente une forte pente face au donjon et à l'ensemble des courtines nord du château. À l'ouest, cet éperon domine une autre zone marécageuse où s'est progressivement installé le bourg castral devenu ville close. Au sud, il est marqué par un abrupt, probablement accentué par des travaux, descendant vers une autre zone marécageuse. À l'est se trouve, du point de vue topographique, la zone la plus faible du point de vue défensif : le promontoire a été coupé par de profonds fossés, le premier destiné à isoler le premier château (haute cour), le second pour protéger l'extension de la forteresse avec le baile, le troisième, à l'est et au sud, pour protéger une troisième enceinte encerclant une lice appelée ici, de tout temps, « terrasse(s) ».

54. Ce plan est réalisé à partir des sources suivantes : Bibliothèque et archives du château de Chantilly, 2 F 002; Arch. nat. France, 1 Q 531; Arch. dép. de Loire-Atlantique, C 144-145; Arch. mun. de Châteaubriant, BB 6, D 2 / 3 et 5, 1 O 42. Ce plan sera présenté en détail dans BOUVET, Christian, *Histoire de Châteaubriant*, t. 1, *Les Castelbriantais et leurs seigneurs, des origines (X^e siècle) à la Révolution (1789)*, à paraître.

Figure 1 – Plan schématique du château, de l'état supposé de ses défenses, et le boulevard sud-ouest édifié par La Trémoille

L'artillerie royale, peut-être répartie en deux, voire trois, batteries d'artillerie (*cf. infra*, lettres du 1^{er} et 9 avril), pourrait se placer à l'est, mais une action menée sur le flanc nord-ouest est aussi envisageable. Elle concernerait l'articulation défensive entre le château et la porte de la ville à l'endroit de la Torche, là où arrive le grand chemin de Martigné et de Pouancé.

En 2004, une fouille archéologique⁵⁵ et une étude du bâti ont montré que le front nord-ouest de la tour de la Torche présente une large brèche en forme de « V », à compter de son talus de fondation et sur une envergure maximale de 10 mètres de large. La fouille a aussi révélé une couche d'incendie qui s'étend à la totalité de l'espace intérieur et s'accompagne de traces de chauffe de chaque côté de la brèche sur le parement intérieur de

55. MARTINEAU, Jocelyn, art. cit., p. 89-92.

cette tour qui possédait alors des archères. Cette forme en « V » est « assez caractéristique » de dégâts provoqués par une explosion consécutive à des tirs d'artillerie. D'après la position de la brèche, les canons auraient été placés sur le versant nord. Proches de cette tour, le logis du chapelain et la chapelle ne présentent pas de niveau d'incendie et n'ont peut-être subi pas de destruction brutale. S'appuyant sur l'expression la « grant batterie qui s'i est faicte » employé par le roi⁵⁶, Jocelyn Martineau conclut à l'utilisation d'une seule batterie. Il évoque également des brèches visibles sur le front nord du château qui pourraient être dues à des travaux de sape menés de façon méthodique par des pionniers vers la basse-cour du château. Dans ce contexte, la brèche de la tour est « peut-être » décisive. Cette position détruite, l'action de l'artillerie concentrée sur le secteur de la porte de La Torche aurait ouvert une brèche permettant l'avancée des gens de pied qui auraient pu pénétrer dans la ville, l'auraient isolée de la garnison du château, et contraindre celle-ci à capituler.

Cette hypothèse est recevable, mais quelques remarques s'imposent. Le mot « batterie » employé par le roi renvoie ici à une « action de guerre sur une ville par le canon ou par des machines de guerre⁵⁷ » et non à une seule unité d'artillerie. Les traces de sape relevées pourraient être postérieurement au siège. Si une attaque par le nord-ouest est envisageable, elle suppose d'importants travaux pour assécher l'étang près de la porte de la ville, ce qui n'est pas impossible si l'on se réfère au détournement du Nançon lors du siège de Fougères mené quelques semaines plus tard par la même armée royale⁵⁸. De tels travaux, s'ils ont eu lieu, auraient pu contribuer à un effet de surprise. Pour les défenseurs, la place paraissant bénéficier en cet endroit d'éléments de défense passive satisfaisants, ce qui pourrait expliquer que la tour de la Torche soit restée de structure traditionnelle (tour à archères). Cette stratégie suppose que l'objectif de La Trémouille, en ce lieu, est de désarticuler la liaison ville/château au plus près du château, et non de pénétrer dans la ville close en d'autres endroits⁵⁹.

Nous devons ajouter que la tour de la Torche a subi des destructions pendant les guerres de la Ligue, à la fin du XVI^e siècle. Le château, qui a été mis en état de défense, a été pris et repris par les troupes royales et les troupes de Mercœur, en 1589, 1590 et 1597. Au lendemain de ces guerres, le château est très dégradé et les ducs de Montmorency, Henri I (mort en 1614) et Henri II se désintéressent de la place. Henri II de Bourbon, prince de Condé, qui la reçoit de Louis XIII en mars 1633, après la décapitation de Henri II de Montmorency (30 octobre 1632), met en œuvre une très importante politique de restauration du château et de son superbe parc⁶⁰.

56. LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 54, p. 60, 24 avril 1488.

57. GODEFROY, Frédéric, *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes, du IX^e au XV^e siècle*. 10 vol., Paris, F. Vieweg, 1881-1899, t. I.

58. JALIGNY, Guillaume de, *op. cit.*, p. 51.

59. Si la porte Saint-Michel de la ville est aussi sous la protection du château, les portes Saint-Nicolas et de Couéré ne devaient pas avoir un fort potentiel défensif.

60. BOUVET, Christian, GALLICÉ, Alain, *art. cit.*, p. 148-149.

La tour de la Torche est réparée en 1636, suivant une demande de Jean de Lommeau, l'intendant du prince qui écrit à celui-ci le 15 août : « J'avois cy devant escrit audit sieur Chotard qu'il eust à faire [...] travailler à la réparation de la tour de la Torche sur les divers bruietz de guerre qui couroient à Paris et remuement des peuples⁶¹. » Au bilan, que la tour de la Torche et ses abords immédiats aient été endommagés en 1488, ceci est à prendre en compte, mais la tour a subi d'autres dommages ensuite, sans que l'on puisse préciser la part des uns et des autres.

En définitive, nous ne savons pas où se situent les fossés et la brèche dont parlent les textes. Le fait que les soldats royaux puissent se jeter dans les fossés à l'est de la forteresse est une hypothèse forte, mais ne doit pas occulter l'hypothèse d'une attaque à la Torche. Le démantèlement de l'enceinte de la lice au lendemain du siège, celui de la partie orientale de l'enceinte du baile, soit à ce moment, soit pour la construction du château neuf dans les années 1520, et la démolition (pendant le siège ou après ?) de la porte Saint-Nicolas empêchent toute conclusion étayée.

Revenons à la fin du siège de 1488. Le 23 avril, la capitulation de Châteaubriant est honorable : la ville, le château et l'artillerie sont livrés au roi ainsi que dix otages destinés à être échangés contre les Français faits prisonniers à Vannes⁶². Ni confiscation, ni pillage. Françoise de Dinan peut récupérer ses « bijoux en argent et en or, des lettres et diverses choses⁶³ ». De butin, il n'est fait écho que d'une « demye dozaine de chiens courans », part de butin dévolue à La Trémoille que celui-ci cède à Malet de Graville⁶⁴.

La prise d'Ancenis

La correspondance de La Trémoille n'évoque pas Ancenis avant que le siège ne soit mis devant cette place, alors qu'un projet de siège de Fougères est mentionné⁶⁵. La Trémoille envisage même que l'armée royale se mette en marche le 10 ou le 12 mai vers Fougères. Mais, ce départ est reporté sur ordre du roi qui juge que l'équipement en artillerie est encore insuffisant⁶⁶. Dans l'immédiat, la prise d'Ancenis s'impose. Cette opération paraît s'inscrire dans le plan initial, mais la prise d'Ancenis aurait pu être différée. Sans doute, soucieux d'efficacité, La Trémoille est-il décidé d'agir au plus vite⁶⁷.

61. Bibliothèque et Archives de Chantilly, M, ix f° 351 r°-352 v°. Jacques Chotard est l'intendant du prince pour ses terres de Bretagne et d'Anjou.

62. MORICE, Pierre-Hyacinthe, dom, *op. cit.*, t. III, col. 586; LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 204, p. 227-228.

63. François de Laval récupère, quant à lui, des lettres et « meubles » de feu son père Guy XIV de Laval, LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 205, n° 206, n° 209, p. 228-229 et p. 233, 27, 28 avril et 12 mai 1488.

64. LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 61, p. 69-70, 28 avril 1488.

65. *Ibidem*, n° 71 et n° 208, p. 82 et p. 232, 6 et 8 mai 1488.

66. *Ibid.*, n° 73, p. 85, 9 mai 1488.

67. Cette même préoccupation de vitesse opérationnelle lui fait être opposé à la trêve conclue par le roi avec le duc de Bretagne au lendemain de la prise d'Ancenis, LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 100, p. 117, 28 mai 1488.

Les sources pour le siège d'Ancenis sont sensiblement les mêmes que celles concernant Châteaubriant⁶⁸, hormis l'apport de la chancellerie ducale alors que la correspondance de La Trémoille est plus étoffée.

À la suite d'une marche (50 kilomètres) de l'avant-garde effectuée dans la nuit du 13 au 14 mai, l'armée royale s'installe dans les faubourgs d'Ancenis et atteint le « foussé » sans avoir à déplorer de pertes⁶⁹. La place ne peut compter sur l'aide de l'armée ducale, mais, par la Loire, des renforts peuvent venir de Nantes. Dès le 13 mai, l'alerte a été donnée, l'imminence d'un mouvement de l'armée royale a conduit le duc à ordonner à Guillaume Calon de choisir au « quartier » du Croisic, le plus grand nombre de « bons combatans » que se peut, au moins « jusqu'au nombre de 600 », et de les mener à Nantes, mais le mandement n'est signé que le 14 mai⁷⁰, date à laquelle la mobilisation est étendue : le duc ordonne la mobilisation de « tous les nobles, ennobliz, frans archiers, esleuz, et autres subjectz aux armes » afin de marcher sur Ancenis et faire lever le siège⁷¹. La place est fortifiée; elle dispose de nombreux et bons combattants; elle est bien pourvue en artillerie, en munitions, en vivres. Elle paraît pouvoir faire face (Jaligny, Bouchart), « long temps » même selon Bouchart.

Pour La Trémoille, dont l'armée est sensiblement renforcée depuis la prise de Châteaubriant, investir la place impose d'interdire son accès par terre, mais également par le fleuve, car c'est sans doute par cette voie que, dans la nuit du 14 au 15 mai, 200 hommes conduits par Jacques Le Moyne viennent renforcer les défenseurs de la place. Pour cela, La Trémoille réclame des « bateaulx platz » que le roi s'engage à lui fournir, bien que celui-ci juge qu'ils ne sont pas satisfaisants pour faire face à des « barques de mer » (équipées en « galiotes »)⁷². D'autre part, La Trémoille sait gagner à la cause royale Guillaume de Malestroit, seigneur d'Oudon, place forte sur la Loire, à l'aval d'Ancenis⁷³. Le blocus fluvial est rapidement efficace : outre l'usage des bateaux qui font sans doute barrage, le recours au guet et à l'artillerie fait que, dès le 16 mai, La Trémoille indique que les galiotes venues d'Oudon ont fait demi-tour, sans qu'il puisse savoir si c'est de « paour » ou pour se renforcer. Aussi réclame-t-il au roi « force basteaulx⁷⁴ », ainsi qu'à partir d'Angers et des Ponts-de-Cé des « manteaulx a bombarde et autre suite d'artillerie », du foin et de l'avoine⁷⁵, renforts destinés à hâter le cours des choses.

Ancenis est investie. Rapidement, l'artillerie est mise en action et des « approches » sont conduites. Dès le 16 mai, La Trémoille estime avoir pris

68. JALIGNY, Guillaume de, *op. cit.*, p. 49-50; BOUCHART, Alain, *op. cit.*, t. II, p. 488-489, qui place curieusement la prise d'Ancenis avant celle de Châteaubriant.

69. LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 80, p. 96-97, 15 mai 1488.

70. Arch. dép. Loire-Atlantique, B 11, f° 180 v°, en date du 13 et scellé le 14.

71. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 11, f° 181.

72. LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 80, p. 97, 15 mai 1488.

73. *Ibidem*, n° 210 et n° 95, p. 234 et p. 112-113, 16 mai et 25 mai 1488.

74. *Ibid.*, n° 210, p. 234.

75. *Ibid.*, n° 80 et n° 210, p. 97 et p. 234, 15 et 16 mai 1488.

l'ascendant sur les assiégés et les avoir « mis en si grant sugestion qu'ilz n'osent plus tirer comme ilz avoient accoustumé⁷⁶ ». L'artillerie est déterminante. Outre la quantité des tirs déclenchés – le château est « batu d'artillerie autant que cent ans a fut chasteau » (Bouchart) –, ceux-ci sont d'une redoutable efficacité. Jaligny signale l'usage, entre autres, de « bastons de nouvelle fabrique en forme de serpentines, qui faisoient des passées incroyables ». Ces canons sont sans doute à rapprocher de ceux décrits, la même année, par un espion de Ferdinand d'Aragon, comme étant une nouvelle catégorie de canon : long de 2,10 mètres, lourd de 3000 livres, tirant des boulets de fer de 60 à 80 livres, recevant des charges de poudre de 25 à 30 livres, et placés sur des affûts à roues et utilisés pour le tir en brèche⁷⁷. Selon Jaligny, cette artillerie dépasse en force celle que les rois de France ont jusqu'alors possédée. Aussi, en moins de quatre jours, il ne demeure ni muraille, ni fortification « en son entier » (Jaligny).

Des sondages archéologiques confirment en partie ces assertions. En 2004, dans une zone très remblayée qui occupe une vaste surface à l'est de la grande cour face à la Loire, dans l'angle sud-est de celle-ci, on a exhumé deux murs arasés dont l'un porte une cheminée, et l'autre se situe sous un remblai de 3 mètres d'épaisseur. Des éléments retrouvés dans ce remblai attestent d'une construction du bas Moyen Âge. Leur disposition en couches, associée à l'absence de niveau d'abandon entre le sol et le remblai, caractérise un effondrement, sans doute dû à un bombardement, ce que paraît confirmer la présence de soixante-dix boulets de canons (de trois types de calibre, 6, 8 et 10 centimètres) retrouvés à l'interface des matériaux de démolition et du sol. Ces boulets pourraient provenir d'un tir de brèche pratiqué par une batterie battant le front du château, sans l'on puisse exclure qu'ils proviennent d'un arsenal tombé au sol lors d'un effondrement du bâtiment⁷⁸.

Bientôt, les assiégés ne peuvent plus s'appuyer sur aucune défense tenable et ne peuvent, ni réagir face à l'assaillant, ni l'« endommager » (Jaligny). Si on ajoute que des dissensions internes naissent du fait que « dedans y avoir gens de diverses nacions difficiles à accorder ensemble » (Bouchart), l'issue du combat est la reddition de la place qui intervient le 19 mai⁷⁹.

La ville, le château, l'artillerie et les munitions sont remis au roi. Les habitants et les gens d'armes sont laissés en liberté, beaucoup de ces derniers gagnent Nantes (Jaligny); seuls quelques-uns sont gardés en otages pour être échangés. Mais les lieux ne sont pas traités comme précédemment à Châteaubriant : « tous les biens de la Place furent distribuez aux Capitaines, et autres de l'Armée du Roy » (Jaligny), sans que l'on sache si

76. *Ibid.*, n° 210, p. 234.

77. CROUY-CHANEL, Emmanuel de, *Canons médiévaux : puissance de feu*, Paris, Rempart, 2010, p. 99.

78. MARTINEAU, Jocelyn, ARTHUIS, Rémy, art. cit., p. 280-284 et 294.

79. LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 85, p. 101-102, 20 mai 1488.

« la plus part du bon meuble » du maréchal de Rieux que l'on dit caché à Ancenis est trouvé⁸⁰. Le roi entend punir le seigneur de la ville, le maréchal de Rieux, principal coupable à ses yeux du revirement de l'aristocratie bretonne en décembre 1487.

Retour sur les sièges

Ainsi, tant à Châteaubriant qu'à Ancenis (et plus tard à Fougères et à Saint-Malo), la place tombe en peu de temps. Selon Jaligny, la rapidité du dénouement provoque surprise et stupeur dans le camp ducal. Selon ce chroniqueur, après la prise de Châteaubriant, les envoyés du duc de Bretagne et du duc d'Orléans, présents à la Cour du roi sous prétexte de négociations, refusent d'y croire dans un premier temps, puis, assurés du fait, ils en sont « fort troublez », tout comme les ducs de Bretagne et d'Orléans qui, après la prise d'Ancenis, ne savent plus à qui se vouer, ni trouver de remède, leurs « affaires [étant] de plus en plus desespérées ».

Chaque fois, les sources mettent l'accent sur le rôle décisif de l'artillerie qui, à Ancenis, dispose des derniers perfectionnements techniques⁸¹. Il est impossible de préciser l'importance numérique de l'artillerie de l'armée royale. Toutefois, en 1489, c'est-à-dire quelques mois seulement après les sièges de Châteaubriant et d'Ancenis, un compte de l'extraordinaire de l'artillerie fait connaître la « bande d'artillerie de Basse-Bretagne ». Au début de 1489, elle comprend au moins trente-sept canonniers, trente et un aides-canonniers et jusqu'à quarante-sept spécialistes « servans continuellement » ; la bande d'artillerie emploie encore une moyenne de 100 pionniers et de 250 charretiers conduisant 800 chevaux. Au total, elle regroupe, en pleine période d'activité, de 750 à 800 hommes disposant de quarante-trois pièces : dix-sept canons, neuf couleuvrines, deux couleuvrines moyennes et quinze faucons. Destinée à appuyer la bande d'artillerie de Basse-Bretagne, celle des « lisières de Bretagne » est constituée en avril 1489 à Angers, avec du matériel entreposé dans cette ville. Elle se compose au minimum de vingt canonniers, sept aides-canonniers, dix charpentiers, un déchargeur, un forgeron, un charron et un tonnelier, cent pionniers et une soixantaine de charretiers disposant d'environ 200 chevaux. Ces hommes disposent de trente et une pièces : quinze gros engins – dont sept canons – et seize faucons. Ces chiffres ne sont qu'indicatifs, les bandes d'artillerie ne sont pas d'authentiques régiments d'artillerie : pour une campagne, il est réuni du matériel, du personnel et des chevaux provenant de diverses places qui sont, la campagne terminée, à nouveau dispersés⁸².

À une époque où la conduite de la guerre consiste encore essentiellement à assiéger des places fortes, en raison du caractère progressif des évolutions de l'artillerie, en Bretagne, le pouvoir ducal s'est montré atten-

80. *Ibidem*, n° 90, p. 107, 21 mai 1488.

81. CROUY-CHANEL, Emmanuel de, *op. cit.*, p. 90-100 et p. 106-110.

82. CONTAMINE, Philippe, *art. cit.*, p. 240-241.

tif aux progrès réalisés, aux conséquences militaires qu'ils engendrent, et il a réagi en conséquence. D'abord, il s'est équipé en artillerie de place qui seule ici nous occupe. Du point de vue quantitatif, l'effort est remarquable : en 1487, Nantes et Rennes ont respectivement 291 et 343 pièces d'artillerie, même si cette artillerie de place reste disparate car des pièces anciennes voisinent avec d'autres plus modernes⁸³. D'autre part, les fortifications ont été adaptées : mise en place de fortifications avancées, basses et dotées d'artillerie (boulevards) ; tours d'artillerie massive en forme de U, alors que les tours plus anciennes sont dotées de canonnières permettant des tirs rasant destinés à protéger les abords des courtines⁸⁴. On aurait tort de considérer que les efforts déployés sont illusoires et que les fortifications bretonnes sont obsolètes, structurellement incapables de faire face⁸⁵.

Cependant, si dans le « dialogue entre le boulet et la cuirasse », la solution défensive face au canon moderne, que constitue le bastion, n'est pas encore aboutie, si l'avantage momentané est aux moyens d'attaque et si l'artillerie de l'armée royale dispose d'une supériorité technique⁸⁶, l'artillerie n'est pas à même, à elle seule, d'assurer le succès comme le montre l'échec de l'armée royale, en juin 1489, en Flandre, devant Nieupoort. Aussi, d'autres éléments sont à prendre en considération. Ils se trouvent dans la conduite des sièges par La Trémoille. Ceux-ci sont préparés avec soin. L'état de la place assiégée est connu : pour Ancenis, le roi est même en

83. ARMIDE, Aurélien, « Les comptes et inventaires d'artillerie de Nantes (1457-1496) », dans PROUTEAU, Nicolas, CROUY-CHANEL, Emmanuel de, FAUCHERRE, Nicolas, *Artillerie et fortification, 1200-1600*, Rennes, PUR, 2011, p. 173 ; CINTRÉ, René, « La perception de la frontière bretonne au xv^e siècle d'après les comptes de miseurs de la ville de Rennes », dans CATALA, Michel, LE PAGE, Dominique, MEURET, Jean-Claude (dir.), *op. cit.*, p. 133.

84. Entres autres, MARTINEAU, Jocelyn, « Les tours à canon du duché de Bretagne au xv^e siècle », dans PROUTEAU, Nicolas, CROUY-CHANEL, Emmanuel de, FAUCHERRE, Nicolas, *op. cit.*, p. 199-214.

85. Le témoignage des textes – souvent invoqué – est trompeur, tant il est vrai que les fortifications sont un investissement pour les villes, et que, pour les édiles municipaux, les déclarer en mauvais état, est une façon de solliciter le pouvoir ducal à engager des travaux (qui s'imposent sans doute), mais surtout à obtenir le renouvellement d'une délégation de levée d'impôts (billots) gage d'un pouvoir municipal, CONTAMINE, Philippe, « Les fortifications urbaines en France à la fin du Moyen Âge : aspects financiers et économiques », *Revue historique*, n° 527, 1978, p. 23-49. Michael Jones a réagi vigoureusement aux allégations négatives portées sur l'état militaire de la Bretagne à la fin du Moyen Âge : « Il est tout à fait paradoxal, voire pervers, que certains historiens reconnaissent volontiers, que les troupes bretonnes ont apporté une contribution importante au renouveau militaire de la France des Valois (conclusion banale depuis Cosneau), mais affirment littéralement que les mêmes troupes étaient sous le commandement du duc, inefficaces, désorganisées, ou, pire encore démoralisées », JONES, Michael, « L'armée bretonne 1446-1491 : structures et carrières », dans CHEVALIER, Bernard, CONTAMINE, Philippe (dir.), *La France de la fin du xv^e siècle : renouveau et apogée. Économie, pouvoirs, arts, culture et conscience nationales*, Paris, Éditions du CNRS, 1985, p. 161.

86. L'artillerie française est alors l'objet de commentaires élogieux ; relevons, entre autres, ceux les ambassadeurs florentins à la veille du départ de Charles VIII pour les guerres d'Italie (1494), CONTAMINE, Philippe, *art. cit.*, p. 22-23.

possession du rôle des défenseurs⁸⁷. L'investissement de la place établit un blocus total, ce qui laisse les forces qui pourraient se porter à son secours sans nouvelles, empêche leur mise en alerte, et interdit une modification de leur stratégie : attendre que les assiégeants s'usent, dépensent le maximum de munitions afin que, rendus plus vulnérables, il soit possible de faire pression sur eux et de provoquer la levée du siège. La Trémoille sait encore user de la surprise : Ancenis est atteint après une marche de nuit, l'artillerie peut alors mener son approche sans être inquiétée. Il fait encore appel aux hommes du génie militaire : pour le siège de Châteaubriant, on peut envisager leur intervention dans l'étang de la Torche. D'autre part, La Trémoille veille méticuleusement à se donner les forces suffisantes (hommes, matériel, munitions et ravitaillement en vivres) pour mener à bien son entreprise. Enfin, il utilise la nouvelle doctrine d'emploi de l'artillerie que des textes postérieurs révèlent, et à laquelle Jaligny fait allusion. Celle-ci est fondée sur la mobilité et l'usage combiné de pièces de divers calibres⁸⁸. Aussitôt qu'une brèche assez grande est formée, on donne l'assaut. Une telle doctrine instaure un rapport de force tel que, chez les assiégés, la fièvre obsidionale débouche sur une alternative : soit composer à des conditions « honorables », soit subir l'assaut et ses conséquences (massacres, destructions, pillages).

L'efficacité nouvelle de l'artillerie et de son utilisation, l'importance des forces assiégeantes et leur détermination, la qualité du commandement de La Trémoille expliquent la prise rapide des places de Châteaubriant et d'Ancenis.

Le démantèlement des deux places et la « frontière »

Le démantèlement des places

Une fois prises d'assaut, les places de Châteaubriant et d'Ancenis sont démantelées. Pour Châteaubriant, le roi justifie ce démantèlement par le fait qu'en raison des dégâts subis lors le siège, la place est désormais difficile à garder. Dès le 24 avril, il ordonne d'abattre le château⁸⁹. Le 6 mai, le roi s'étonne de la longueur des travaux et conseille de faire appel à la main-d'œuvre des « frans archiers et de toutes gens⁹⁰ ». Le 8 mai, La Trémoille assure que le travail est mené avec « la plus grant diligence qu'il est possible » par les francs archers et les pionniers⁹¹. La démolition paraît importante et Malet de Graville assure à La Trémoille qui lui a écrit que Françoise Dinan ne s'en « resjoyra » pas : « je le croiroye bien car il y a longtemps qu'elle n'avoit point eu en sa maison de telz mesnagiers⁹² ».

87. LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 80, p. 97, 15 mai 1488.

88. CROUY-CHANEL, Emmanuel de, *op. cit.*, p. 100-105.

89. *Ibidem*, n° 54, p. 60.

90. *Ibid.*, n° 71 et n° 72, p. 84 et p. 85.

91. *Ibid.*, n° 208, p. 231.

92. *Ibid.*, n° 76, p. 89, 9 mai 1488.

Les destructions concernent également la ville, rasée et dépeuplée selon Jaligny; mais il semble bien qu'il faille suivre Bouchart lorsque celui-ci fait état d'une entreprise moins systématique : la démolition n'ayant affectée que plusieurs « endroitz », du château, des tours et des murs de la ville. Ajoutons qu'une mention indique que le château a été « miné⁹³ ».

En fonction de l'état des lieux, du château et de ses abords, et de la ville close au XVI^e siècle, on peut admettre que le démantèlement ordonné par le roi a détruit l'enceinte et les ouvrages défensifs liés aux deux fossés et à la porte de Jovance, à l'est et au sud du château. D'autres démolitions, totales ou partielles, sont plus hypothétiques, mais probables : la porte de la haute cour ouvrant sur la « Grant Rue » de la ville close, la porte des Champs et une partie de la courtine nord du baile. Pour la ville close, la destruction la plus importante concerne sa principale porte : la porte Saint-Nicolas⁹⁴.

Concernant Ancenis, le 20 mai 1488, Malet de Graville fait état de la volonté du roi d'abattre rapidement la place, en appelant pour mener ce travail des hommes d'Angers « et de toute ceste lizière », et de telle manière qu'elle soit désormais « mal aisée à remparer⁹⁵ ». Le 4 juin, le roi insiste pour que la destruction du château soit totale : « faictes y besongner en telle maniere que le tout soit si bien rasé et comblé qu'il n'y faille plus retourner, et que inconvenient n'en advensist a nous, ne a noz subjectz⁹⁶ ». Jaligny précise que la place est « toute rasée » et que les fossés, tous taillés dans le roc, sont comblés. Quant à Bouchart, il assure que la ville est « abatue et ruee jus, tant maisons et tours que autres edifices d'icelle, tellement qu'il n'y demoura riens fors les matieres dont elle avoir esté bastie et composee ».

La destruction est manifestement menée de façon plus systématique à Ancenis qu'à Châteaubriant. Une telle différence de traitement est à attribuer à la volonté du roi de punir de façon exemplaire la trahison du maréchal de Rieux⁹⁷, mais ce n'est pas la seule raison comme nous le verrons ci-dessous.

Le camp de Châteaubriant

Dès le 24 avril, le lendemain de la capitulation de la place, le roi demande à La Trémoille de « fortifier [son] logis » afin de n'être pas surpris par l'ennemi⁹⁸. La Trémoille consacre alors beaucoup d'efforts et de temps à la

93. BnF, fr. 22331, p. 213.

94. Les deux fossés à l'est et au sud du château vont être réemployés lors de la création des grands jardins du château, sous Jean de Laval et Anne de Montmorency, pendant la première moitié du XVI^e siècle. Ces douves, élément « répulsif » de défense passive et de protection du château, deviennent des canaux et des miroirs, conservant une valeur symbolique et devenant un ornement. BOUVET, Christian, GALLICÉ, Alain, art. cit. p. 146.

95. LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 87, p. 103.

96. *Ibidem*, n° 108, p. 125.

97. PÉLICIER, Paul, *op. cit.*, n° CCLXI, p. 68, 27 mai 1488.

98. LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 54, p. 60.

réalisation d'un « camp », ce qui suscite divers commentaires du roi et de ses conseillers. Ils s'inquiètent de l'inaction de l'armée et de ses possibles conséquences, son affaiblissement, tandis que les forces ducales peuvent se renforcer⁹⁹. Ils jugent les travaux entrepris disproportionnés face à la menace encourue¹⁰⁰. Cela donne lieu à des remarques ironiques de la part du roi : « Je croy que, Dieu mercy, vous n'aurez pas besoing de faire grand fossé entre vous et eux, car il est assez a croire qu'ilz doyvent, par raison, avoir plus grant peurs de vous que vous ne devez avoir d'eulx¹⁰¹ » ; ou de Malet de Gravelle qui rapporte que l'on dit que le camp en construction « estoit plus fort que n'estoit Châteaubriant, et que c'estoit de l'invasion Pierre Loys qui avoit plus de mynimes¹⁰² a la teste que n'ut jamays Alexandre¹⁰³ ».

Il est intéressant de rapprocher ce camp de l'étude récente que Nicolas Faucherre a consacrée au boulevard dans l'angle sud-ouest du château¹⁰⁴. Ce boulevard se développe sur 30 mètres de large et 20 de saillie. Son positionnement stratégique est à souligner, à mettre en relation avec sa construction dans un contexte bien particulier : suite à la prise de la ville, les fortifications de la place de Châteaubriant sont détruites. Ce boulevard flanque le château et son articulation avec l'enceinte de la ville close, près de la porte Saint-Michel où arrive le grand chemin d'Angers. Fait essentiel : la puissante batterie de ce boulevard couvre la ville et l'accès au château par sa principale porte ouvrant sur la Grant Rue.

Intérieurement, l'ouvrage présente une galerie d'escarpe, longue d'une quarantaine de mètres. Formant un boyau étroit (1,90 mètre de haut sur 0,90 de large en moyenne), cette galerie dessert treize casemates. Elle remonte à ses deux extrémités sur une fausse-braye qui constitue une terrasse d'artillerie remparée où la défense peut s'organiser. Ce dispositif défensif intègre encore un *dodâne* : ouvrage défensif de fond de fossé, servant à doubler la douve, assurant en arrière de celui-ci la possibilité d'une circulation retranchée. La galerie permet d'assurer une circulation de troupes à couvert des vues et des tirs de l'ennemi, et elle offre des feux rasants juste au-dessus du fossé, tout en assurant dans cette zone une défense contre la mine. Nicolas Faucherre souligne la qualité d'exécution de la galerie qu'il qualifie d'« apothéose de la galerie d'escarpe et de contre-mine casematée de la fin du Moyen Âge en France ».

99. *Ibidem*, n° 60 et 63, p. 67 et p. 73, 28 et 29 avril 1488.

100. *Ibid.*, n° 61, p. 69, 28 avril 1488.

101. *Ibid.*, n° 62, p. 71, 29 avril 1488.

102. Pierre Loys, s' de Valtin, est un maître d'hôtel du roi, qui a été chargé de conduire les bandes suisses à l'armée de La Trémoille. *Mynimes* semble l'opposé et la parodie de *maximes*. Alexandre, grand capitaine avait en tête des maximes de guerre ; Pierre Loys, petit capitaine, n'avait que des minimes, c'est-à-dire de très petites idées et de très médiocres inventions, LA BORDERIE, Arthur de, *op. cit.*, note 2, p. 24.

103. LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 63, p. 73, 29 avril 1488.

104. FAUCHERRE, Nicolas, art. cit., p. 155-178.

Le chantier paraît avoir été commencé au lendemain de la prise de la place et de son démantèlement, l'écart entre les casemates 6 et 7 pouvant correspondre à l'emplacement du mur détruit de l'enceinte urbaine. Selon Nicolas Faucherre, la distinction typologique des casemates fait se succéder du sud vers le nord des casemates plutôt de type breton à d'autres de type français, présentant des caractéristiques qui « évoquent sans conteste les pratiques du milieu royal sous Charles VIII ». L'absence de rupture archéologique permettant de distinguer deux phases de travaux, donne à penser à un chantier continu. Au cours de celui-ci, se mettent en place des formes techniques de plus en plus modernes qui s'imposent à partir des années 1490. Ce chantier « est probablement démarré peu après la levée du siège d'avril 1488, allant en s'accéléralant et s'améliorant d'un point de vue technologique¹⁰⁵ ». Les travaux commencés peu après la prise de la place se seraient poursuivis jusqu'à la fin de la guerre d'Indépendance, voire quelques mois ensuite, sous égide royale, d'abord avec La Trémoille, puis de la garnison française ; et non bien au-delà comme le suggère Nicolas Faucherre¹⁰⁶. La finalité d'un tel camp s'impose : il s'agit de tenir la ville, d'assurer la sécurité de la garnison face à la ville et d'éviter que la place ne puisse passer aux forces ducales, ce qui n'est plus de mise après le mariage d'Anne de Bretagne avec Charles VIII, le 6 décembre 1491.

Pour Ancenis, La Borderie affirme que, comme à Châteaubriant, un camp y est édifié¹⁰⁷. Il appuie son affirmation sur une phrase de Malet de Graville, où faisant allusion à une rencontre que La Trémoille doit avoir avec le roi, il conseille à La Trémoille, en prévision de son absence, de « donner bon ordre en vostre camp et y laissez ung bon personnage ou deux a qui vous recommandez tout¹⁰⁸ ». Dans ce contexte, le mot « camp » renvoie au lieu où l'armée s'est installée, et non à un ouvrage défensif. La Trémoille n'a pas construit de camp à Ancenis.

Sur ce point, Ancenis est traité là aussi différemment de Châteaubriant. Cette différence peut s'expliquer par plusieurs raisons. Les destructions infligées à la place d'Ancenis ont un caractère plus systématique. Un camp y aurait été plus difficile à établir puis à défendre. Charles VIII, en privant la place d'ouvrage défensif, symboliquement, lui fait perdre son statut, et punit le maréchal de Rieux. Enfin, pour le roi, la position stratégique d'Ancenis exige qu'il n'y ait plus de place forte entre le duché et le royaume, le roi et ses sujets.

105. FAUCHERRE, Nicolas, art. cit., p. 177.

106. *Ibidem*, p. 188, « au moins jusqu'à la mort de la duchesse Anne en 1514 ».

107. LA BORDERIE, Arthur de, *op. cit.*, note 2 p. 28.

108. LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 115, p. 130, 8 juin 1488.

De la frontière¹⁰⁹

Avec la prise d'Ancenis s'achève une phase de la guerre. Une trêve est signée le 1^{er} juin. L'armée royale quitte Ancenis le 17 juin et gagne Martigné-Ferchaud où elle se trouve le 20 juin¹¹⁰. Revenant sur cette série d'opérations en avril-mai 1488, le 20 mai, Malet de Graville salue le « bon exploit » accompli par La Trémoille. Il en précise la portée, « qui est d'avoir gecté la frontiere si loing des pays du Roy¹¹¹ ». De son côté, le 27 mai 1488, dans une lettre adressée au parlement de Paris, le roi assure que la démolition des places est à même d'assurer « la frontiere de nous et de noz pays et subgestz, [...] en maniere que desormais noz ennemys ne se y puissent retirer, et que de ce cousté n'ait place fort nous tenant frontiere plus prou-chaine que la ville de Nantes, qui puisse grever nosdicts subgestz¹¹² ».

La Trémoille, qui, rappelons-le, porte le titre « lieutenant général en notre armée et marche de Bretagne », a donc fait reculer la frontière. À l'échelle du territoire envisagé dans cette étude, le terme de frontière n'apparaît dans le discours royal que dans un contexte de d'affrontements¹¹³ et ou de guerre.

À la même époque, la remarque vaut aussi du côté breton. En cette fin de Moyen Âge, la limite entre le duché et le royaume se trouve englobée dans les Marches¹¹⁴. Ainsi, le 16 juillet 1488, une sauvegarde générale donnée aux marchands angevins et poitevins évoque le territoire situé en Anjou, « tout au long de la lisiere de nostre pays », dont les limites peuvent se suivre en raison des paroisses citées¹¹⁵, alors que des places fortes situées en arrière de celles-ci prennent la qualification de « places des frontières¹¹⁶ » dans un contexte d'affrontement.

Dans le territoire envisagé, dans le cadre d'espaces clairement délimités, les limites existantes entre le duché et le royaume acquièrent, à un moment

109. Mise au point sur ce mot : GUERREAU, Alain, « Frontière », dans GAUVARD, Claude, LIBERA Alain de, ZINK, Alain, *Dictionnaire du Moyen Âge*, Paris, PUF, 2002, p. 565-566, et bibliographie. Et plus récemment : MOAL, Laurence, « Dans le royaume ou en marge : les frontières des principautés (XIII^e-XV^e siècle) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, t. 121/2, 2014, p. 47-81 et bibliographie.

110. LA BORDERIE, Arthur de, *op. cit.*, p. 32.

111. *Cf.*, note 1.

112. PÉLICIER, Paul, *op. cit.*, t. II, n° CCLXI, p. 68-69.

113. Le terme est employé aussi par le roi lorsqu'il évoque les places « en la frontiere de Bretagne » qui seraient « vuydes », dont il convient de les garnir en hommes, LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 71, p. 83, 6 mai 1488. Sur ce mot et du point de vue du roi : GAUVARD, Claude, « L'opinion publique aux confins des États et des principautés au début du XV^e siècle », dans *Les Principautés au Moyen Âge*, *op. cit.*, p. 128-136.

114. CASSARD, Jean-Christophe, « La gestation médiévale d'une frontière de mer observée depuis la Bretagne Armorique », dans CATALA, Michel, LE PAGE Dominique, MEURET, Jean-Claude (dir.), *op. cit.*, p. 114.

115. Arch. dép. de Loire-Atlantique, B 11, f° 240-240 v°, 16 juillet 1488.

116. LA TRÉMOILLE, Louis de, *op. cit.*, n° 101, p. 118, 28 mai 1488, lettre de l'archevêque de Bordeaux à La Trémoille qui évoque l'envoi du prince d'Orange pour s'enquérir de violences faites à Saint-Hilaire et Ernée par les troupes ducales.

donné, en période de tension ou de guerre, la qualification de frontière¹¹⁷. Cette frontière varie au gré des événements militaires. Le vainqueur peut réorganiser la défense d'une place comme à Châteaubriant, ou repousser très au-delà la frontière, résultat acquis par la destruction de la place d'Ancenis. D'autres événements politiques peuvent aboutir à un résultat analogue comme le montre le devenir du camp de Châteaubriant édifié par La Trémoille. L'efficacité militaire de cet ouvrage est en effet de courte durée. Le contexte de paix¹¹⁸, assuré par les mariages de la duchesse Anne, puis l'acte d'union de 1532 n'exigent plus la présence de places. Châteaubriant peut reconstruire son château, ses portes et son enceinte. La reconstruction de la porte Saint-Michel, mentionnée en 1541, limite désormais l'efficacité tactique du boulevard. Le château, que le camp de La Trémoille séparait de la ville dans un contexte de défiance, renoue des liens avec elle. Mais, si la ville retrouve, avec sa parure urbaine, les attributs symboliques de la ville, comme Ancenis, elle n'est plus une place forte¹¹⁹. Si des limites (dont les fonctions sont d'ordre administratif, judiciaire, fiscal...) subsistent entre le duché et le royaume, la frontière est désormais reportée au littoral du duché¹²⁰.

•

Le dossier concernant les places de Châteaubriant et d'Ancenis en 1487 et 1488 donne à voir un emboîtement de limites, seigneuries, duché de Bretagne et royaume de France, dont le tracé est précis. En cette fin de Moyen Âge, la limite entre le duché et le royaume se trouve englobée dans les Marches. Ce n'est qu'en temps de tension et plus encore d'affrontement entre le duché et le royaume que cette limite devient une frontière. Les événements militaires font varier son tracé : selon le roi, le démantèlement de la place d'Ancenis le repousse jusqu'à Nantes, seule place importante existante au-delà d'Ancenis. Les mariages royaux de la duchesse Anne puis l'acte d'union provoque la fin du camp de Châteaubriant et la non-réactivation de la place d'Ancenis. Si ces villes retrouvent une parure urbaine, elles ne sont plus des places fortes. La frontière est reportée au littoral du duché.

117. Une étude systématique du vocabulaire prenant en compte des espaces plus vastes et des durées plus importantes reste à entreprendre.

118. Opinion différente dans FAUCHERRE, Nicolas, art. cit., p. 188.

119. L'étude de la tour du Four banal de Châteaubriant, menée par Nicolas Faucherre, montre que cette tour « ne laisse pas présager de l'intervention d'un ingénieur au fait des pratiques de la guerre moderne », FAUCHERRE, Nicolas, art. cit., p. 178-188.

120. NIÈRES, Claude, « La Bretagne province frontière, quelques remarques », *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, t. LXVIII, 1981, p. 183; CASSARD, Jean-Christophe, « Frontière de mer et marine ducale : l'exemple breton. Fin xv^e-début xvi^e siècle », dans BOIS, Jean-Pierre (dir.), *Défense des côtes et cartographie historique*, Actes du 124^e Congrès des sociétés historiques et scientifiques, Nantes, 19-26 avril 1999, Paris, Éd. du CTHS, Paris, 2002, p. 41-44.

RÉSUMÉ

La réouverture du dossier concernant la prise des deux places fortifiées de Châteaubriant et d'Ancenis en 1487 et 1488 par le duc Louis de La Trémoille lors de la guerre d'Indépendance de Bretagne permet de préciser certains éléments du déroulement des événements (les sièges et le démantèlement de ces deux places) et de l'aspect du camp de La Trémoille à Châteaubriant. Elle permet également de s'interroger sur la notion de frontière à la fin du Moyen Âge. Ces deux villes sont situées dans la zone de marche qui sépare la Bretagne du Royaume. Ce n'est qu'en temps de tension et plus encore d'affrontement entre le Duché et le Royaume que la limite devient une « frontière ». Les événements militaires font varier son tracé : ainsi, selon le roi, le démantèlement de la place d'Ancenis le repousse jusqu'à Nantes, seule place importante existante au-delà d'Ancenis.

ABSTRACT

Reopening the dossier on the fall of the fortified towns of Châteaubriant and Ancenis to the troops of Louis de La Trémoille in 1487 and 1488 enables to understand the events that surrounded the siege and demolition of these places as well as determine the appearance of La Trémoille's fortified camp in Châteaubriant. It is also the opportunity to discuss the concept of a frontier at the end of the Middle Ages. Both these towns were situated in the marches that separated Brittany from the kingdom. It was only during times of tension between Brittany and France, and even more so during conflicts, that the boundary became a frontier. Its course changed through military conflict and, in the eyes of the king, the demolition of the stronghold of Ancenis pushed it back as far as Nantes, the only significant fortified town beyond Ancenis.